

Unité départementale de la Somme  
Pôle Jules Verne  
12, rue du Maître du monde  
80440 GLISY

Lille, le , 27 janvier 2023

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 17/01/2023

### **Contexte et constats**

Publié sur



#### **UNEAL**

silo de l'Orgibet  
80200 CLERY SUR SOMME

Références : 2023-E10008

Code AIOT : 0005102074

### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 17/01/2023 dans l'établissement UNEAL implanté silo de l'Orgibet 80200 CLERY SUR SOMME. L'inspection a été annoncée le 21/12/2022. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- UNEAL
- silo de l'Orgibet 80200 CLERY SUR SOMME
- Code AIOT : 0005102074
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

L'activité principale de l'établissement de la SCA UNEAL, située à Cléry sur Somme, consiste dans l'exploitation de silos de stockage de céréales, de grains dont la capacité totale est de 64 395 m<sup>3</sup>.

La SCA UNEAL bénéficie de l'antériorité pour ses installations de stockage de céréales de Cléry sur Somme, certificat d'antériorité du 28 novembre 2003. Le site est réglementé par l'arrêté préfectoral complémentaire du 17/12/2012.

**Les thèmes de visite retenus sont les suivants :**

- Procédures d'intervention
- Etude technico-économique
- Vieillessement des structures
- Mesures de prévention
- Nettoyage

## **2) Constats**

### **2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - les observations éventuelles ;
  - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

### **2-2) Bilan synthétique des fiches de constats**

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	PRÉVENTION DES RISQUES D'EXPLOSION ET D'INCENDIE ET MESURES DE PROTECTION	Arrêté Ministériel du 29/03/2004, article 11	Sans objet
2	MOYENS DE PROTECTION CONTRE LES EXPLOSIONS	Arrêté Préfectoral du 17/12/2012, article 6.c	Sans objet
3	VIEILLISSEMENT DES STRUCTURES	Arrêté Préfectoral du 17/12/2012, article 13	Sans objet
4	PRÉVENTION DES RISQUES D'EXPLOSION ET D'INCENDIE ET MESURES DE PROTECTION	Arrêté Ministériel du 29/03/2004, article 9	Sans objet
5	PRÉVENTION DES RISQUES D'EXPLOSION ET D'INCENDIE ET MESURES DE PROTECTION	Arrêté Ministériel du 29/03/2004, article 13	Sans objet

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Aucune non conformité n'a été constatée.

### 2-4) Fiches de constats

#### N° 1 : PRÉVENTION DES RISQUES D'EXPLOSION ET D'INCENDIE ET MESURES DE PROTECTION

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 29/03/2004, article 11
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Procédures d'intervention
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> [...] <p>Des procédures d'intervention pour la gestion des situations d'urgence sont rédigées par l'exploitant et communiquées aux services de secours.</p> <p>Elles doivent notamment comporter :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- le plan des installations avec indication ;</li> <li>- des phénomènes dangereux (incendie, explosion, etc.) susceptibles d'apparaître ;</li> <li>- les mesures de protection définies à l'article 10 ;</li> <li>- les moyens de lutte contre l'incendie ;</li> <li>- les dispositifs destinés à faciliter l'intervention des services d'incendie et de secours</li> <li>- les stratégies d'intervention en cas de sinistre ;</li> <li>- et le cas échéant :             <ul style="list-style-type: none"> <li>- la procédure d'inertage ;</li> <li>- la procédure d'intervention en cas d'auto-échauffement.</li> </ul> </li> </ul>
<b>Constats :</b> Le plan d'intervention interne a été mis à jour. Il comporte l'ensemble des éléments exigés. Il a été transmis par mail au SDIS 80 le 19/01/2023.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

## N° 2 : MOYENS DE PROTECTION CONTRE LES EXPLOSIONS

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 17/12/2012, article 6.c
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Etude technico-économique
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> L'exploitant fait réaliser une étude technico-économique dans un délai de 6 mois à compter de la signature du présent arrêté préfectoral concernant la mise en place de mesures supplémentaires permettant de limiter les effets d'une explosion dans la tour de manutention du silo 4 et la tour de manutention du silo 2A, 2B et 3B.
<b>Constats :</b> Un complément à l'étude technico-économique a été transmis.  Celui-ci précise que, pour la tour de manutention du silo 2A, 2B et 3B, la surface d'évent maximum est atteinte (surface retenue dans l'étude de danger initiale).  Elle conclut sur le fait qu'il est impossible physiquement de rajouter des surfaces soufflables.  Le porter à connaissance risques technologiques du 22/01/2013 est donc toujours applicable.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

## N° 3 : VIEILLISSEMENT DES STRUCTURES

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 17/12/2012, article 13
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Vieillissement des structures
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> L'exploitant doit s'assurer de la tenue dans le temps des parois des silos. Il met en place a minima une procédure de contrôle visuel des parois de cellules, pour détecter tout début de corrosion ou d'amorce de fissuration.  Ce contrôle est réalisé périodiquement, à une fréquence à déterminer par l'exploitant (à minima annuelle).  En cas de constat de l'évolution des structures, un contrôle approfondi est mené (analyse du béton, résistance, ferrailage, ...) et, le cas échéant, l'exploitant prend les mesures de mise en sécurité des installations qui s'imposent.
<b>Constats :</b> Une analyse est réalisée tous les 5 ans par un cabinet externe, le dernier rapport daté de mai 2021 identifie les actions à mener.  Tous les ans, le responsable du site « suit visuellement » les points relevés dans le rapport émis par le cabinet externe pour éventuellement constater une évolution. Il formalise sa visite sur un document. Le document a été présenté à l'inspection, la dernière visite a été réalisée les 2 et 3 juin 2022. Si des actions à mener sont constatées, une demande de travaux est faite.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

#### N° 4 : PRÉVENTION DES RISQUES D'EXPLOSION ET D'INCENDIE ET MESURES DE PROTECTION

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 29/03/2004, article 9
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Mesures de prévention
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<p><b>Prescription contrôlée :</b>  [...]  L'exploitant doit tenir à la disposition de l'inspection des installations classées un rapport annuel. Ce rapport est constitué des pièces suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- l'avis d'un organisme compétent sur les mesures prises pour prévenir les risques liés aux effets de l'électricité statique et des courants vagabonds ;</li> <li>- l'avis d'un organisme compétent sur la conformité des installations électriques et du matériel utilisé aux dispositions du présent arrêté. Un suivi formalisé de la prise en compte des conclusions du rapport doit être tenu à la disposition de l'inspection des installations classées.</li> </ul> [...]
<p><b>Constats :</b> Le rapport annuel de vérification des mesures prises pour prévenir les risques liés aux effets de l'électricité statique et des courants vagabonds a été présenté. Le contrôle a été réalisé le 18/10/2022, le rapport est daté du 18/10/2022, sans observation.</p> <p>Le rapport sur la conformité des installations électriques et du matériel susceptibles d'être à l'origine d'une explosion a été présenté. Le contrôle a été réalisé le 18/10/2022, le rapport est daté du 18/10/2022, sans observation.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

#### N° 5 : PRÉVENTION DES RISQUES D'EXPLOSION ET D'INCENDIE ET MESURES DE PROTECTION

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 29/03/2004, article 13
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Nettoyage
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<p><b>Prescription contrôlée :</b>  Tous les silos ainsi que les bâtiments ou locaux occupés par du personnel sont débarrassés régulièrement des poussières recouvrant le sol, les parois, les chemins de câbles, les gaines, les canalisations, les appareils et les équipements et toutes les surfaces susceptibles d'en accumuler.</p> <p>La fréquence des nettoyages est fixée sous la responsabilité de l'exploitant et précisée dans les procédures d'exploitation. Les dates de nettoyage doivent être indiquées sur un registre tenu à la disposition de l'inspection des installations classées.</p> <p>Le nettoyage est réalisé à l'aide d'aspirateurs ou de centrales d'aspiration. Ces appareils doivent présenter toutes les caractéristiques de sécurité nécessaires pour éviter l'incendie et l'explosion.</p> <p>Le recours à d'autres dispositifs de nettoyage tels que l'utilisation de balais ou d'air comprimé doit être exceptionnel et doit faire l'objet de consignes particulières.</p>
<p><b>Constats :</b> L'exploitant a présenté la main courante, celle-ci stipule quand le nettoyage est fait et un récapitulatif des zones qui ont été nettoyées.</p>

Le cahier de ronde qui reprend le nettoyage à faire a également été présenté à l'Inspection.

La procédure de nettoyage a été présentée à l'Inspection.

Lors de la visite du site, l'Inspection a constaté que les installations (couloir Cléry 2, silo 2A et 2B, silo 1 et silo 4) étaient propres.

**Type de suites proposées :** Sans suite

**Proposition de suites :** Sans objet